

Unité inter-départementale de la Haute-Garonne et de
l'Ariège
Subdivision Environnement Industriel Env3

Foix, le 14 octobre 2022

10 rue des Salenques
BP 102 - 09007 FOIX Cédex

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20 septembre 2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Vandemoortele Bakery Products France

Route de Toulouse
BP 6
09130 LE FOSSAT

Références : 2022/239-240
Code AIOT : 0006803889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20 septembre 2022 de la boulangerie industrielle exploitée par la société Vandemoortele Bakery Products France route de Toulouse BP 6 09130 LE FOSSAT. L'inspection a été annoncée le 6 septembre 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Vandemoortele Bakery Products France
- Route de Toulouse BP 6 09130 LE FOSSAT
- Code AIOT : 0006803889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Vandemoortele exploite une boulangerie industrielle sur le site du Fossat. Elle dispose d'installations de réfrigération pour transformer sa production en produits surgelés. Seule la station d'épuration interne du site a fait l'objet d'une visite de terrain.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites données aux constats relevés lors de la précédente visite d'inspection du 27 septembre 2021 ;
- situation administrative du site, au regard de l'évolution de la réglementation entrepôts ;
- action nationale relative au contrôle des équipements contenant des fluides frigorigènes.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
8	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Article R.543-82 du code de l'environnement	Susceptibles de suite	Mise en demeure
9	Rejets aqueux	Point 2.3.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral (AP) du 21 septembre 2004	Susceptibles de suite	Mise en demeure

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Incident du 15 septembre 2021 sur la station d'épuration interne	Point 6.4 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral (AP) du 21 septembre 2004	Susceptibles de suite	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Situation administrative	Annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
2	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Article R.543-93 du code de l'environnement
3	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Articles 5 et 11 du règlement européen dit SAO du 16 septembre 2009
4	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Article 13 et annexe III du Règlement européen F-GAZ du 16 avril 2014
5	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Articles R.543-79 et R.543-81 du code de l'environnement
6	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Article 3.3 du règlement européen du 16 avril 2014
7	Réglementation fluides frigorigènes fluorés	Article R.543-89 du code de l'environnement

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi satisfaisant de ses équipements contenant des fluides frigorigènes. Une vigilance est à apporter sur le remplissage des fiches d'intervention, afin de faciliter le suivi des échéances de vérification périodique.

Par ailleurs, l'exploitant a engagé, à la suite de l'incident survenu sur sa station d'épuration interne en septembre 2021, une démarche d'amélioration du fonctionnement de cette station, qui doit se poursuivre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement
Thème(s) : Situation administrative, Classement entrepôts
Prescription contrôlée : 1510 : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques : 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : a) Supérieur ou égal à 900 000 m ³ (A-1) b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³ (E) c) Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³ (DC) Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes. »
Constats : À la suite d'échanges lors de la visite, l'exploitant a transmis, par courriel du 26 septembre 2022, une nouvelle proposition de classement du site au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). Cette proposition de classement est conforme aux nouvelles modalités de classement relatives à la rubrique 1510 de la nomenclature ICPE : le site relève donc désormais du régime de l'enregistrement au titre de cette rubrique, et est ainsi soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à prendre connaissance de ces prescriptions générales, et lui rappelle qu'il peut, le cas échéant, solliciter des aménagements à ces prescriptions générales.
Type de suites proposées : sans suite

N° 2 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Article R.543-93 du code de l'environnement
Thème(s) : Produits chimiques, Interdiction d'utilisation des CFC
Prescription contrôlée : Art. R. 543-93 du code de l'environnement Toute personne détenant des fluides frigorigènes de la catégorie des CFC, y compris ceux contenus dans des équipements, s'en défait au plus tard le 1er juillet 2016. Ces fluides sont récupérés conformément aux dispositions de la présente section. Le présent article ne s'applique pas aux CFC contenus dans des équipements à circuit hermétique ne présentant aucun orifice permettant de les recharger en fluide frigorigène.
Constats : L'exploitant présente sa liste des équipements. Aucun ne contient des CFC.
Type de suites proposées : sans suite

N° 3 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : Articles. 5 et 11 du Règlement SAO du 16 septembre 2009
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement SAO : Interdiction d'utilisation des HCFC
Prescription contrôlée : Art. 5 du règlement du 16/09/2009 1. La mise sur le marché et l'utilisation de substances réglementées est interdite. Art. 11 du règlement du 16/09/2009 3. Par dérogation à l'article 5, jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures régénérés peuvent être mis sur le marché et utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition que le récipient les contenant soit muni d'une étiquette précisant que la substance a été régénérée et contenant des informations sur le numéro de lot et sur le nom et l'adresse de l'installation de régénération. 4. Jusqu'au 31 décembre 2014, des hydrochlorofluorocarbures recyclés peuvent être utilisés pour la maintenance ou l'entretien des équipements de réfrigération, de climatisation et de pompes à chaleur existants, à condition d'avoir été récupérés dans de tels équipements. Ils peuvent uniquement être utilisés par l'entreprise qui a effectué la récupération dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou pour laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien.
Constats : L'exploitant exploite quelques équipements contenant des HCFC (R22). En cas de constat de fuite, il ne pourra pas être procédé à leur remplissage avec du R22.
Type de suites proposées : sans suite

N° 4 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : articles 13 et annexe III du Règlement F-GAZ du 16 avril 2014
Thème(s) : Produits chimiques, Règlement F-Gaz : Restriction d'utilisation des HFC
Prescription contrôlée : Règlement 517/2014 Article 13 – Restrictions d'utilisation 3. A partir du 1er janvier 2020, l'utilisation de gaz à effet de serre fluorés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 pour l'entretien ou la maintenance des équipements de réfrigération, ayant une charge de 40 tonnes équivalent CO ₂ ou plus, est interdite. Le présent paragraphe ne s'applique pas aux équipements militaires ni aux équipements destinés à des applications conçues pour refroidir des produits à une température inférieure à – 50 °C. Jusqu'au 1er janvier 2030, l'interdiction visée au premier alinéa ne s'applique pas aux catégories de gaz à effet de serre fluorés suivantes : a) les gaz à effet de serre fluorés régénérés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils soient étiquetés conformément à l'article 12, paragraphe 6 ; b) les gaz à effet de serre fluorés recyclés dont le potentiel de réchauffement planétaire est supérieur ou égal à 2 500 et qui sont utilisés pour la maintenance ou l'entretien d'équipements de réfrigération existants, à condition qu'ils aient été récupérés à partir de ce type d'équipements. Ces gaz recyclés ne peuvent être utilisés que par l'entreprise qui les a récupérés dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien ou par l'entreprise pour le compte de laquelle la récupération a été effectuée dans le cadre de la maintenance ou de l'entretien. Annexe III Est interdite à partir du 1er Janvier 2022 : 12. La mise sur le marché de réfrigérateurs et congélateurs à usage commercial (équipements hermétiquement scellés) contenant des HFC dont le PRP est supérieur ou égal à 150, 13. La mise sur la marché de systèmes de réfrigération centralisés multipostes à usage commercial d'une capacité nominale supérieure ou égale à 40 kW et qui contiennent des gaz à effet de serre

fluorés dont le PRP est supérieur ou égal à 150, ou qui en sont tributaires, à l'exception des circuits primaires de réfrigération des systèmes en cascade dans lesquels des gaz à effet de serre fluorés dont le PRP est inférieur à 1500 peuvent être utilisés.
Constats : 3 équipements du site (Tunnel Mecatherm, Chambre Froide Nord et Installation Tunnels Pérenne) sont concernés par cette interdiction. Pour la fuite survenue en septembre 2022 sur l'Installation Tunnels Pérenne, l'exploitant a bien récupéré du fluide régénéré pour recharger cet équipement.
Type de suites proposées : sans suite

N° 5 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : articles R.543-79 et R.543-81 du code de l'environnement
Thème(s) : Produits chimiques, Contrôle d'étanchéité
<p>Prescription contrôlée : Art. R.543-79 du code de l'environnement Le détenteur d'un équipement dont la charge en HCFC est supérieure à deux kilogrammes, ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à cinq tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, fait procéder, lors de la mise en service de cet équipement, à un contrôle d'étanchéité des éléments assurant le confinement du fluide frigorigène par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des États membres de l'Union européenne et traduit en langue française. Ce contrôle est ensuite périodiquement renouvelé dans les conditions définies par arrêté du ministre chargé de l'environnement. Il est également renouvelé à chaque fois que des modifications ayant une incidence sur le circuit contenant les fluides frigorigènes sont apportées à l'équipement. Si des fuites de fluides frigorigènes sont constatées lors de ce contrôle, l'opérateur responsable du contrôle en dresse le constat par un document qu'il remet au détenteur de l'équipement, lequel prend toutes mesures pour remédier à la fuite qui a été constatée. Pour les équipements contenant plus de trois cents kilogrammes de HCFC ou plus de 500 tonnes équivalent CO2 de HFC ou PFC, l'opérateur adresse une copie de ce constat au représentant de l'État dans le département ou à l'Autorité de sûreté nucléaire si ces équipements sont implantés dans le périmètre d'une installation nucléaire de base telle que définie à l'article L. 593-2. Art. R.543-81 du code de l'environnement Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe la périodicité et les conditions des contrôles d'étanchéité des équipements. AM du 29/02/2016 (Art. 4)</p> <p>Constats : L'exploitant présente l'attestation de capacité du prestataire assurant le suivi de ses équipements, ainsi que les attestations d'aptitude des opérateurs susceptibles d'intervenir sur le site.</p> <p>Il présente les fiches d'intervention établies à la suite de chaque opération sur ces équipements.</p> <p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 6 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

Référence réglementaire : article 3.3 du règlement européen du 16 avril 2014
Thème(s) : Produits chimiques, Prévention des émissions de gaz à effet de serre fluorés
<p>Prescription contrôlée : Article 3.3 du règlement n°517/2014 du 16/04/2014 3. Lorsqu'une fuite de gaz à effet de serre fluoré est détectée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit réparé dans les meilleurs délais. Lorsque les équipements font l'objet d'un contrôle d'étanchéité au titre de l'article 4, paragraphe 1, et lorsqu'une fuite dans un équipement a été réparée, les exploitants veillent à ce que l'équipement soit contrôlé par une personne physique certifiée dans le mois qui suit la réparation afin de vérifier l'efficacité de celle-ci.</p>

<p>Constats : L'inspection des installations classées constate les réparations sont effectuées dans des délais satisfaisants par l'exploitant à la suite de détection de fuites, et que des contrôles sont réalisés dans le mois suivant ces réparations. L'inspection des installations classées note toutefois que la fuite repérée en mars 2022 sur l'équipement Installation Tunnels Pérenne n'a été réparée qu'en septembre 2022, à la suite de la détection d'une nouvelle fuite. L'exploitant précise que la première fuite détectée était mineure et ne perturbait pas le fonctionnement de l'équipement.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que les contrôles réalisés dans le mois suivant la réparation doivent être signalés comme contrôle d'étanchéité non périodique dans les fiches d'intervention.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 7 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

<p>Référence réglementaire : article R.543-89 du code de l'environnement</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Réglementation fluides frigorigènes fluorés</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée : Art. R.543-89 du code de l'environnement Sous réserve des dispositions de l'article R. 543-90, toute opération de recharge en fluide frigorigène d'équipements présentant des défauts d'étanchéité identifiés est interdite.</p>
<p>Constats : Aucune recharge d'équipement présentant une fuite n'a été effectuée.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 8 : Réglementation fluides frigorigènes fluorés

<p>Référence réglementaire : article R.543-82 du code de l'environnement</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiches d'intervention</p>
<p>Prescription contrôlée : Art. R. 543-82 du code de l'environnement L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration. Un arrêté du ministre chargé de l'environnement fixe le contenu et précise les conditions d'élaboration et de détention de la fiche d'intervention mentionnée ci-dessus. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux opérations de récupération de fluides frigorigènes effectuées sur les équipements hors d'usage soumis aux dispositions des articles R. 543-156 à R. 543-165 ou aux dispositions des articles R. 543-179 à R. 543-206. Art. 11 de l'AM du 29/02/2016</p>
<p>Constats : L'inspection des installations classées consulte les fiches d'intervention établies, pour les années 2021 et 2022, à la suite des opérations menées sur les équipements Tunnel Mécatherm, Chambre Froid Nord et Installation Tunnels Pérenne.</p> <p>La saisie des fiches d'intervention doit être améliorée sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - une seule case doit être cochée par fiche au niveau de la partie [4] Nature de l'intervention ; - une vigilance est à apporter sur la nature du contrôle d'étanchéité (périodique ou non périodique) : seuls les contrôles d'étanchéité liés au programme de contrôle de l'équipement concerné réglementaire doivent être indiqués comme contrôle d'étanchéité périodique. Les contrôles d'étanchéité effectués dans le mois suivant la réparation d'une fuite ou entre deux

échéances du programme de contrôle réglementaire doivent être renseignés comme contrôle d'étanchéité non périodique. Inversement, un contrôle d'étanchéité non lié à une échéance du programme de contrôle ne doit pas être renseigné comme contrôle d'étanchéité périodique.
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : mise en demeure

N° 9 : Rejets aqueux

Référence réglementaire : point 2.3.2 des prescriptions techniques annexées de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2004
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux de la station d'épuration interne
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2021
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de s'assurer de l'aptitude de l'infrastructure d'assainissement collective à acheminer et à traiter les eaux résiduaires des installations, en tenant compte des caractéristiques des effluents pouvant être admis sur le réseau (débit et charge polluante) [...].</p> <p>Les valeurs limites imposées à l'effluent en sortie de l'installation de pré-traitement avant raccordement au réseau d'assainissement urbain du Fossat ne peuvent dépasser :</p> <ul style="list-style-type: none"> – un débit journalier de 50 m³ ; – température inférieure à 30 °C ; – pH compris entre 5,5 et 8,5 ; – les charges et concentrations suivantes : – MEST : 600 mg/L et 30 kg/j ; – DBO5 : 800 mg/L et 40 kg/j ; – DCO : 2 000 mg/L et 100 kg/j ; – azote global : 150 mg/L et 7,5 kg/j ; – phosphore global : 50 mg/L et 2,5 kg/j ; – hydrocarbures totaux : 10 mg/L et 0,5 kg/j <p>Constats : L'exploitant a fait réaliser une nouvelle campagne de mesure de ses rejets aqueux du 28 au 29 juillet 2022. Les résultats de cette campagne mettent en évidence un respect des valeurs limites d'émission pour l'ensemble des paramètres analysés, à l'exception de la température (33,9°C relevés pour une valeur limite à 30 °C).</p> <p>Les rejets aqueux de l'installation ayant principalement lieu le weekend, lors du nettoyage des installations, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de réaliser une nouvelle campagne de mesure de ses rejets aqueux le weekend ; la dernière campagne de mesure réalisée sur cette période de la semaine ayant montré le non-respect des VLE sur plusieurs paramètres (pH, DCO, DBO5).</p>
Type de suites proposées : susceptible de suites
Proposition de suites : mise en demeure

N° 10 : Incident du 15 septembre 2021 sur la station d'épuration interne

Référence réglementaire : point 6.4 des prescriptions techniques annexées de l'arrêté préfectoral du 21 septembre 2004
Thème(s) : Risques chroniques, Disponibilité des utilités
Point de contrôle déjà contrôlé : oui, lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2021
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité ou à la mise à l'arrêt d'urgence des installations, ainsi qu'au maintien des installations concourant au respect des normes de rejet</p> <p>Constats : L'exploitant a procédé au remplacement du transmetteur de la sonde de niveau et des deux pompes de reprise en amont du décanteur, dont le dysfonctionnement avait conduit à</p>

l'incident du 15 septembre 2021.

Il indique qu'un audit du fonctionnement global de la station, pour améliorer son fonctionnement ainsi que son rendement épuratoire est en cours. L'exploitant tiendra informée l'inspection des installations classées de l'avancement et des conclusions de cet audit, ainsi que des suites qui y seront données.

L'inspection des installations classées rappelle que l'objectif est de parvenir à un respect permanent (semaine et weekend) des valeurs limites d'émission sur l'ensemble des paramètres concernés des rejets aqueux de son installation.

Type de suites proposées : susceptible de suites

Proposition de suites : mise en demeure